

Les congés pourront bien attendre, non ?

Dans plusieurs services, la direction fait traîner pour valider les congés, et serait d'ailleurs bien contente d'attendre septembre ou octobre pour valider ceux d'hiver. Quand il s'agit de s'engager pour libérer des salariées du travail on ne la sent pas très pressée, en revanche, elle l'était beaucoup plus pour passer tous les services en 12h ! Si l'organisation du travail n'est pas son fort, qu'elle nous laisse donc nous en occuper, on commencera par recruter plus, pour travailler moins et mieux.

Cadres en embuscade, soyons sur nos gardes

Plusieurs collègues auraient été convoqués par leur hiérarchie en apparence pour des bricoles, pour se voir en fin de discussion demander de signer un compte-rendu de réunion, ou document d'évaluation : surprise, c'était un entretien professionnel ! Un collègue averti en vaut deux, et c'est vrai qu'à deux, ou trois, ou tout un service, on se sent moins seul face à son cadre.

Un plat de plus vers la privatisation

Après avoir saboté sa propre cuisine en refusant d'investir, la direction du CHU prévoit maintenant de confier à un prestataire externe la préparation et livraison d'une partie des repas prévus aux patients dès la fin du mois. Elle communique d'ailleurs déjà sur le maintien de cette prestation au long terme. Un pas de plus vers la privatisation de l'hôpital, et pour nos patients, ça sera du payer plus pour manger moins !

Il faut des augmentations de salaire

Le prix du carburant continue d'augmenter, et même le prix du gaz va y passer. Les produits de premières nécessités ont aussi subi une forte inflation durant ces dernières années. Seuls nos salaires n'augmentent pas ! Notre niveau de vie diminue, et l'État passe des milliards dans l'industrie de l'armement, en coupant dans les budgets sociaux : santé, éducation, transport, etc. Il y a urgence, il faut un mouvement d'ensemble sur les salaires.

Le surendettement, l'ombre de la pauvreté

Selon la dernière étude de la Banque de France, l'essentiel des dossiers de surendettement concernent les populations les plus précaires. Les femmes sont majoritaires et plus d'un quart des personnes touchées sont sans emploi. Enfin près deux tiers (62 %) vivent sous le seuil de pauvreté. Le nombre de dossiers traités a augmenté de 14,1 % par rapport à 2025 qui connaissait déjà une hausse de 9,8 % sur l'année précédente.

Le travail c'est la santé !

Les plus jeunes sont celles et ceux qui se trouvent les plus exposés aux risques professionnels. La fréquence des accidents est 2,5 fois plus importante pour cette catégorie selon le ministère du travail. Qui faut-il blâmer ? Certainement pas les apprentis, ni les jeunes qui de fait ont une méconnaissance de la dangerosité d'un lieu de travail. C'est bien la politique patronale menée par Macron qui est en cause : 600 postes d'inspecteurs du travail supprimés en une décennie, suppression des CHSCT par la loi travail 2017, et aide aux entreprises pour l'embauche d'apprentis. L'État fait tout son possible pour livrer au patronat une main d'œuvre bon marché et corvéable à merci. Ce n'est pas pour rien que la France est le pays de l'Union Européenne ayant le plus grand nombre d'accidents mortels.

Ça fait dés-Ordre

Dans le cadre de l'affaire Joël Le Scouarnec, deux dirigeants de l'ordre des médecins du Finistère se trouvent visés par une procédure disciplinaire pour des faits s'étant déroulés en 2005, période pendant laquelle il avait pu exercer jusqu'en 2017, et ce bien qu'il ait été condamné pour avoir téléchargé des images pédopornographiques. Pourquoi a-t-il fallu plus de deux décennies pour que le conseil de l'ordre réagisse ? Sans doute parce que patriarcat et pouvoir sont intrinsèquement liés.



Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : [✉ npacalen@npa-revolutionnaires.org](mailto:npacalen@npa-revolutionnaires.org)

[📷 npa_revo_caen](https://www.instagram.com/npa_revo_caen)